



Ovins - caprins

Moins de brebis nourrices, une production laitière en développement, un regain d'attrait pour les chèvres

La filière ovine n'a pas bénéficié d'un marché porteur durant la dernière décennie. Le cheptel de brebis nourrices s'est fortement réduit et se concentre sur un nombre restreint d'exploitations. Malgré un large développement, la filière laitière reste confidentielle en Auvergne. L'élevage caprin reprend de l'ampleur.

516 600 ovins
dont 381 600
brebis nourrices
dans
3 800 élevages

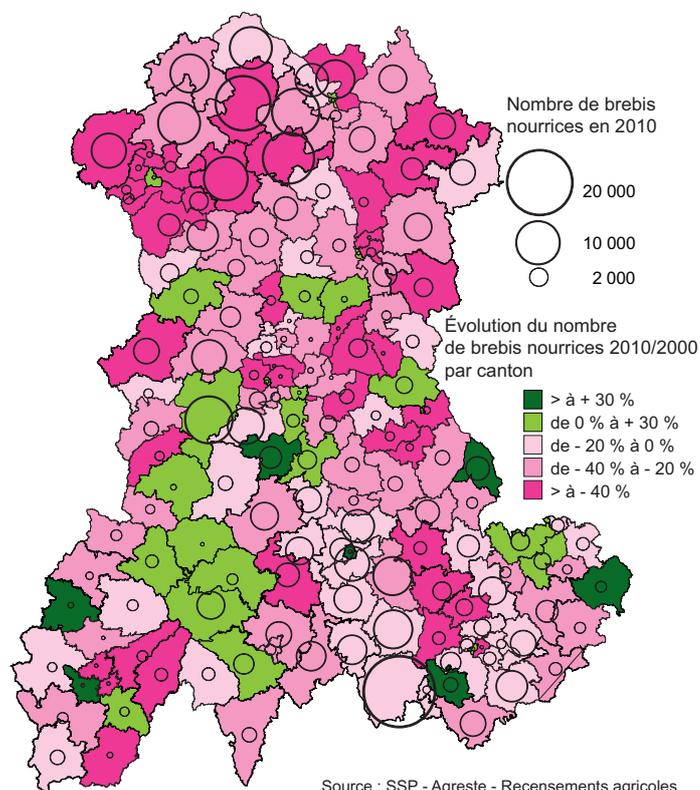
En France, l'élevage ovin se concentre sur quelques bassins de production qui occupent le territoire au sud d'une diagonale allant de Poitou-Charentes à PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur). La région Midi-Pyrénées, avec presque autant de brebis nourrices que de laitières, regroupe, en 2010, le quart du troupeau national d'ovins et se classe première des régions françaises. Loin derrière, ce sont les brebis nourrices qui donnent à PACA la deuxième place et les laitières qui hissent l'Aquitaine au troisième rang. L'Auvergne se situe au sixième rang, derrière deux autres bassins allaitants : Poitou-Charentes et Limousin.

Le secteur ovin a rencontré une succession de difficultés durant la dernière décennie : crise sanitaire avec la FCO (Fièvre Catarrhale Ovine) et concurrence massive de pays exportateurs comme la Nouvelle-Zélande et l'Aus-

tralie qui ont entraîné une chute des cours déjà bien bas et découragé bon nombre d'éleveurs.

Aujourd'hui, le troupeau auvergnat d'ovins compte 516 600 têtes et regroupe 7 % de l'effectif total national. Les ovins ne sont plus présents que dans 16 % des exploitations auvergnates, contre 20 % en 2000.

Brebis nourrices : une baisse de 29 %
des effectifs en 10 ans



Les brebis nourrices forment l'essentiel du troupeau ovin

Le troupeau de brebis mères nourrices, qui représente le potentiel de production, compte 381 600 têtes en Auvergne. Il constitue 74 % du cheptel régional d'ovins. Après avoir plutôt mieux résisté que sur l'ensemble du territoire national, le

Un troupeau moyen de 100 brebis nourrices, 10 de plus qu'en 2000, 17 de plus qu'en France

cheptel de brebis nourrices s'érode fortement au cours des dix dernières années (- 29 %). La baisse est encore plus sévère en Limousin (- 33 %), laissant à l'Auvergne la quatrième place des régions françaises en nombre de brebis nourrices. En dehors de PACA qui s'en sort relativement bien avec une baisse limitée à - 5 %, les autres grands bassins de production reculent fortement (- 20 % en moyenne nationale).

Formation générale des éleveurs ayant des brebis nourrices
29 % primaire
44 % secondaire courte
27 % niveau Bac ou supérieur

En dix ans, la carte régionale de localisation des troupeaux a fortement évolué. L'Allier reste le département dominant mais il ne détient plus que 37 % du cheptel régional de brebis nourrices contre 43 % en 2000. La baisse d'effectifs y a été la plus forte de la région (- 39 %). Cette évolution donne un peu plus de poids au Puy-de-Dôme et surtout à la Haute-Loire qui concentrent respectivement 24 % et 31 % des effectifs.

Formation agricole
53 % aucune
30 % secondaire courte
17 % niveau Bac ou supérieur

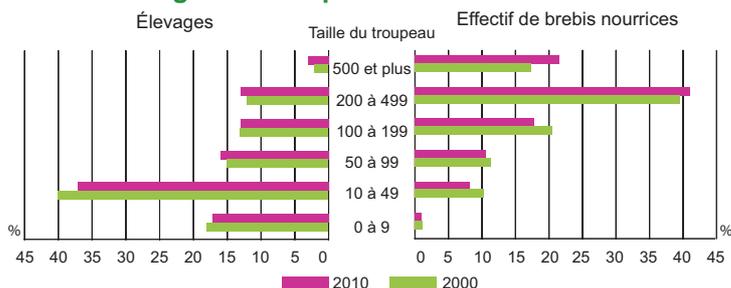
En 2010, l'élevage régional de brebis nourrices est entre les mains de 3 800 exploitants agricoles, soit 36 % de moins qu'il y a dix ans. Ce recul est cependant moins accentué que dans beaucoup de régions, y compris les berceaux de la production ovine (- 43 % sur l'ensemble du territoire national).

En moyenne, les élevages régionaux détiennent 100 brebis, contre 90 en 2000. En France aussi, le troupeau moyen s'est agrandi, passant de 59 à 83 têtes.

Les éleveurs de brebis nourrices auvergnats ont, en moyenne, 51 ans, soit deux ans de moins que leurs collègues nationaux mais un an de plus que l'âge moyen de

Age du chef dans les élevages de brebis nourrices
18 % ont moins de 40 ans,
27 % de 40 à 49 ans,
32 % de 50 à 59 ans,
23 % ont 60 ans et plus

Le phénomène de concentration dans de grands troupeaux s'accroît en 10 ans



Source : SSP - Agreste - Recensements agricoles

l'ensemble des agriculteurs auvergnats. Le problème de la succession risque de se poser pour bon nombre d'entre eux. En effet, quand le chef d'exploitation ou le plus âgé des coexploitants a plus de 50 ans, 72 % de ces élevages n'ont pas de repreneur connu. Ces cas sont un peu moins fréquents pour l'ensemble des exploitations régionales (68 %).

Les femmes sont légèrement plus représentées à la tête des élevages de brebis nourrices que dans l'ensemble de la profession agricole : 24 % contre 21 %. Elles sont proportionnellement plus nombreuses dans les petits élevages que dans les grands (28 % dans les moins de 50 brebis contre 15 % dans les plus de 200).

Au total, moins de six élevages sur dix occupent un

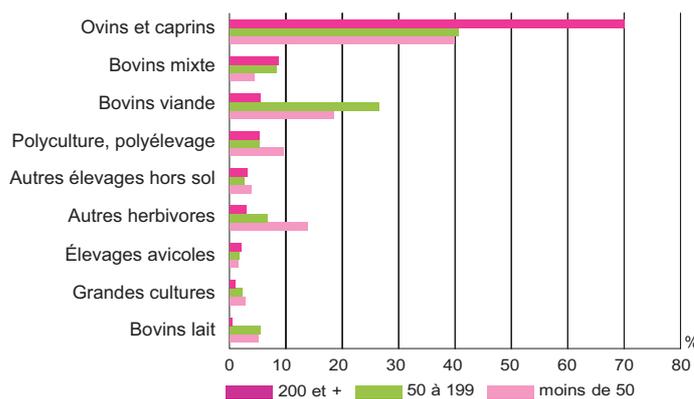
équivalent temps plein, soit dix points de moins que l'ensemble des exploitations. Si cette proportion est faible pour les petits élevages, pratiquement tous les grands requièrent un temps complet.

De nombreux petits élevages peu spécialisés

De nombreux petits troupeaux de brebis nourrices coexistent toujours auprès d'élevages plus professionnels.

En dessous de 50 brebis, seuil qui ouvre droit au paiement de l'aide ovine, on compte encore 2 100 exploitations, soit 54 % du total. En 2000, la part de ces petits élevages était de 58 %. Certes en dix ans leur nombre a continué de diminuer mais à un rythme plus ralenti que sur la période 1988-2000 (- 5,2 % par an contre - 6,5 %).

Les grands élevages sont plus concentrés sur l'OTEX "ovins - caprins"



Source : SSP - Agreste - Recensement agricole 2010

Ces petits élevages sont toujours peu spécialisés malgré une bonne progression depuis 2000. En effet, 54 % d'entre eux sont classés dans les orientations technico-économiques (OTEX) ovins-caprins ou autres herbivores, soit 10 points de plus qu'en 2000. Souvent l'activité ovine vient en complément d'une autre production, bovins viande (18 %) ou polyculture-polyélevage (10 %) pour ne citer que les principales.

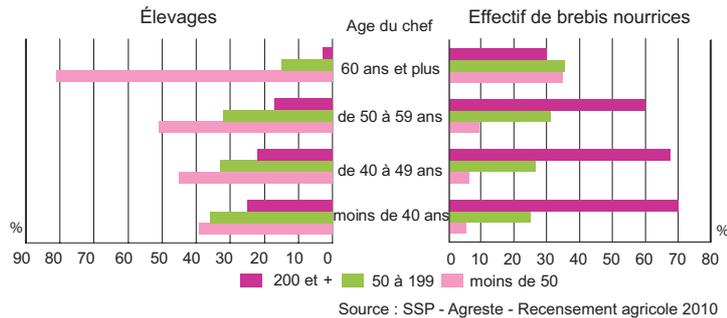
Le rajeunissement de la profession n'est plus observé chez ces petits éleveurs. La moyenne d'âge des chefs est de 54 ans, deux ans de plus qu'en 2000. Au niveau national, le vieillissement, déjà perceptible en 2000, s'est accentué. L'âge moyen des petits éleveurs atteint 56 ans, soit également deux ans de plus qu'en 2000.

Les formes sociétaires sont très peu représentées dans ces petites unités (une sur dix).

Ces éleveurs ont également un faible niveau d'études. En effet, 80 % d'entre eux n'ont pas suivi de formation générale au-delà du niveau secondaire court (70 % pour l'ensemble des agriculteurs auvergnats). Le décrochage est également très net pour l'enseignement agricole puisque 67 % n'ont reçu aucune formation dans ce domaine, contre 45 % pour la totalité de la profession.

Seulement 45 % des petits éleveurs déclarent l'agriculture comme activité principale. Nombre d'entre eux sont pluriactifs (27 % contre 18 % pour l'ensemble des exploitations) ou retraités (31 % contre 12 %).

Les plus grands troupeaux entre les mains des moins de 40 ans



De grands élevages peu nombreux mais plus professionnels

Plus les troupeaux sont grands et plus les éleveurs ont une approche professionnelle.

Ainsi, quasiment toutes les exploitations ayant plus de 200 brebis sont classées moyennes ou grandes (potentiel de production supérieur à 25 000 €) et donc considérées comme professionnelles. Si elles ne représentent que 17 % des élevages de brebis nourrices, elles concentrent 33 % du potentiel de production mesuré par leur production brute standard.

Comme dans tous les systèmes professionnels, les formes sociétaires se sont développées depuis 2000. Aujourd'hui, 37 % de ces gros élevages sont gérés en forme sociétaire (principalement en GAEC), ils étaient seulement 25 % dans cette situation en 2000.

L'activité de ces éleveurs est toujours resserrée sur l'OTEX "ovins-caprins" dans 70 % des cas mais les élevages sont moins spécialisés qu'il y a dix ans, peut-être parce que cette activité n'est plus assez rémunératrice. Comme dans les petites unités, ces grands troupeaux de 200 brebis et plus assurent aussi un complément d'activité aux orientations "bovins

mixte ou viande" ou sont intégrés dans l'OTEX poly-élevage-polyculture.

Les exploitants qui gèrent ces grands troupeaux ont en moyenne 45 ans, 9 ans de moins que les petits éleveurs mais 3 ans de plus qu'en 2000.

Ils sont aussi mieux formés : 44 % ont au moins le niveau bac et 75 % ont suivi un cursus dans l'enseignement agricole. En très grande majorité (96 %), ils considèrent l'agriculture comme leur activité principale et les pluriactifs sont très peu nombreux (7 %).

Une production laitière toujours confidentielle mais en expansion

À côté des deux grandes régions d'élevage de brebis laitières, Midi-Pyrénées et Aquitaine, l'Auvergne constitue un très petit bassin qui est né au cours de la décennie 90, porté par des laiteries spécialisées dans la production de fromage de brebis. Les brebis laitières constituent seulement 1 % du cheptel régional mais permettent à l'Auvergne de se classer au septième rang des régions de métropole. Un petit noyau de 36 exploitations élève des brebis laitières en 2010 mais seules 24 atteignent un effectif significatif de 50 têtes. La Haute-Loire abrite un peu plus des deux tiers de ces exploitations.

Productions sous signe de qualité

26 % des élevages de brebis nourrices en Auvergne contre 22 % en France

14 % pour les moins de 50 brebis
51 % pour les plus de 200

Pratique d'une activité de diversification

7 % des élevages de brebis nourrices en Auvergne contre 11 % en France

Commercialisation via des circuits courts

11 % des élevages de brebis nourrices en Auvergne contre 20 % en France

7 600 brebis laitières dans 36 exploitations dont 24 de plus de 50 têtes

24 800 chèvres
dans 960
exploitations

Le cheptel de brebis laitières comprend au total 7 600 têtes dans la région. Il est en progression de 63 % depuis 2000 alors qu'il est stable au niveau national. Le troupeau moyen compte 200 brebis contre 134 en 2000.

Les exploitations élevant des brebis laitières sont, en Auvergne, de plus grande dimension économique que celles élevant des nourrices. Plus de 60 % sont classées moyennes ou grandes, 36 % ont adopté un statut de forme sociétaire et 69 % sont spécialisées dans leur orientation d'ancrage "ovins et caprins".

Ces éleveurs sont bien plus jeunes que leurs collègues éleveurs de brebis nourrices (41 ans en moyenne). Ils sont aussi mieux formés. Ainsi, 61 % ont un niveau bac ou supérieur et 64 % ont suivi une formation de l'enseignement agricole. Ces éleveurs ne sont pas double actifs, l'agriculture est leur activité principale. Tous travaillent à temps complet sur leur exploitation.

En 2010, 15 producteurs sur 36 livrent leur lait en laiterie. Indépendamment ou simultanément 18 commercialisent via des circuits courts.

20 % des exploitations élevant des chèvres ont un statut de forme sociétaire dont 11 % en GAEC

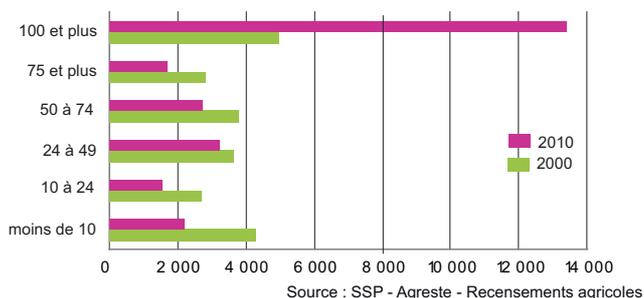
Activités de valorisation des exploitations élevant des chèvres :
27 % ont une activité de diversification
30 % commercialisent via des circuits courts
19 % ont des productions sous signe de qualité

Les caprins remontent la pente

Après deux décennies de baisse, les caprins regagnent du terrain, en Auvergne comme sur l'ensemble du territoire national. L'effectif de mères a augmenté de 12 % depuis 2000 (+ 16 % en France).

Actuellement, moins de

Les grands cheptels ont multiplié par 2,7 leurs effectifs de chèvres



1 000 exploitations élèvent des caprins dans la région. Leur nombre a pratiquement été divisé par deux en dix ans. Conséquence de ces évolutions contraires, les troupeaux ont doublé de taille et comptent maintenant 26 chèvres en moyenne, loin cependant de la moyenne nationale (68 chèvres).

L'Auvergne, avec 24 800 chèvres, regroupe 3 % du cheptel national et se classe au dixième rang des régions françaises. Dans la région, depuis 2000, la Haute-Loire a enregistré une forte progression de son effectif de chèvres (+ 28 %) et prend la première place, devançant l'Allier. Ces deux départements concentrent plus des deux tiers du troupeau régional.

La majorité des éleveurs auvergnats possèdent de petits troupeaux, les trois quarts ont moins de 25 chèvres, seuil permettant de bénéficier de la prime à la chèvre (PBC).

Les agriculteurs élevant des chèvres ont en moyenne 48 ans. Cependant, les troupeaux les plus importants sont entre les mains d'éleveurs

de moins de 40 ans. L'agriculture est l'activité principale des éleveurs de chèvres et très peu sont double actifs (14 %). Ce n'est pas un secteur très spécialisé sauf pour les plus gros troupeaux. Si 58 % des élevages de chèvres sont classés moyennes ou grandes exploitations, c'est grâce à la diversification de leurs productions, essentiellement l'élevage d'autres herbivores. De fait, les chèvres ne représentent que 30 % de leur production brute standard.

Les femmes tiennent 29 % des exploitations élevant des chèvres. Elles sont davantage présentes à la tête de troupeaux de taille moyenne, entre 25 et 100 chèvres.

C'est dans ces élevages moyens que l'on trouve proportionnellement plus d'activités de diversification, essentiellement orientées vers la transformation du lait. C'est également dans ces élevages que la commercialisation via des circuits courts est la plus répandue (30 % des élevages).

D. Boilon